Au-delà de la douleur

Tuer un homme pour sauver le monde, ce n'est pas agir pour le bien du monde. S'immoler soi-même pour le bien du monde, voilà qui est bien agir (Confucius).

Ceux qui, aujourd'hui, se plongent dans les volumineux dossiers laissés par leurs prédécesseurs ministres, ceux qui entament avec foi et énergie la (re)construction de notre pays ou l'instruction de dossiers d'inculpés qui se croyaient « pas comme les autres », ceux qui planchent studieusement sur des articles de lois, des droits bafoués et des délits d'initiés, ceux qui accumulent avec générosité les initiatives citoyennes qu'ils découvrent ou redécouvrent avec bonheur, tout comme ceux qui ergotent en refaisant la Tunisie autour d'un café, ceux qui écrivent et répondent sans se lasser sur autant de murs virtuels à autant d'amis tout aussi virtuels, ceux qui se rendent compte qu'ils n'avaient jamais réellement saisi la portée du mot « liberté » sauf à l'envier aux français devant un spectacle des « Guignols de l'info » ou une page du « Canard enchaîné », devraient se promettre en cette fin de mois de janvier historique de ne jamais oublier.

Ne jamais oublier tous ces courageux suicidés, aubes de vies désespérées, partis en cendres ou électrocutés, qui réveillèrent brutalement une population embrigadée ; ne jamais oublier ces innocents, acteurs ou spectateurs d'un juste soulèvement, aux vies arrachées par quelque balle minutieusement et traîtreusement tirée; ne jamais oublier les images de profonde misère et de dénuement absolu, découvertes avec honte et incrédulité sur un écran de télévision; ne jamais oublier nos frères citoyens venus de loin, transportés par un idéal et mus par une maturité politique insoupçonnée, pour camper de longues nuits devant un symbole de pouvoir décrié ; ne jamais oublier le puissant élan de solidarité qui fit que l'on se sentit réellement tous tunisiens face à un danger commun.

Ces quelques jours nous ont appris et mûri bien plus que deux décennies de peur, d'oppression, de mutisme et d'injustices rentrées. Le tourbillon du quotidien, inévitable, devra toujours laisser intact la profondeur de leur impact. La construction d'un pays plus juste et plus libre ne peut se faire qu'en souvenir de ceux qui les ont initiés, en ont porté la flamme qu'ils crièrent, hurlèrent, scandèrent jusqu'à se sacrifier au plus profond de leur être, jusqu'à donner leur vie.

Si cette révolution qui n'a rien du jasmin car c'est tout simplement celle d'un peuple

© IRMC

opprimé et que l'on croyait brisé, relayé par une Toile gigantesque doit, une fois ses cruelles et réelles souffrances apaisées, faire émerger de la terre rougie par le sang, quelque chose pour nos enfants, qu'il ne s'agisse alors que de liberté, d'égalité, de solidarité et de dignité. Tout le reste n'est que futilités. L'ambition politique qui ne saurait disparaître, les luttes partisanes qui doivent devenir une réalité, la vigilance constante pour préserver nos acquis ne devront jamais plus remiser les valeurs vraies et les réalités d'un peuple.

Amel AOUIJ MRAD
Juriste, université de Tunis-El Manar

Pour le droit à la reconnaissance ...

La « révolution » tunisienne a pris de vitesse citoyens et politiques, observateurs et intellectuels. Comment expliquer qu'un tel séisme politique puisse avoir lieu sans que l'on ait pu entrevoir ses prémices ? Comment donner du sens à une révolution qui s'est produite sans le concours d'un leadership politique proprement dit et sans le ferment idéologique d'un projet de société alternatif ? Comment un événement aussi éminemment politique a pu s'enclencher dans une société qui vit, depuis près de deux décennies, sans politique ou presque ? S'il est sans doute trop tôt pour pouvoir comprendre de manière satisfaisante ce qui est advenu, certains indices de ce qui vient de se dérouler sous nos yeux nous autorisent à risquer quelques réponses provisoires. Je pense à deux épisodes en particulier : le mouvement de protestation des sans-emploi prenant origine dans le geste sacrificiel public de Mohamed Bouazizi qui fut l'étincelle de départ de l'ensemble du processus ; le sitting à la Kasba, en face du Palais du gouvernement, des jeunes issus des régions intérieures défavorisées appelant à la démission du premier gouvernement postrévolutionnaire de Ghannouchi et à la dissolution du RCD.

Si les retombées politiques du suicide public de Mohamed Bouazizi relèvent d'une alchimie que l'on peut difficilement saisir sans une enquête historique minutieuse, ce geste symbolique fondateur ne fait qu'exprimer de manière paroxystique un malaise partagé et une grogne collective souterraine qui ne cessaient de faire boule de neige depuis longtemps. Ce geste ne vient pas seulement faire écho à d'autres antécédents, dont le suicide protestataire antérieur d'un autre « désespéré » à Monastir et, en particulier, à ce mouvement suicidaire collectif moins assumé que représentent les départs sur les embarcations de la mort de milliers de jeunes cherchant à rallier clandestinement la rive nord de la Méditerranée ; il prolonge un état de mal être largement répandu qui couve depuis des

© IRMC

années, une sorte de « panne biographique » vécue douloureusement par une pléthore de jeunes privés d'emploi et qui peinent à accéder aux ressources de reconnaissance sociale que procure le travail. Plus insupportable dans le cas des jeunes diplômés, la crise de l'emploi n'a cessé d'interpeler sur la validité des modèles de justice instaurés par l'Etat postcolonial et bâtis, en partie, autour du principe de la méritocratie scolaire. En fait, et dans une

optique plus large, la mise en danger de ces modèles de justice achoppe à la question de l'égalité des chances, dans une société où les privilèges de rang et de statut de naissance ont été battus en brèche par le procès de modernisation et suscitent majoritairement aujourd'hui de l'indignation.

Quant au sitting de la Kasba, il relève lui aussi d'une autre forme d'exigence de reconnaissance. En couvrant les murs du Palais du gouvernement et des ministères alentour de graffitis et de slogans qui célèbrent le noms de leurs bourgades, longuement abandonnées par les élites politiques de la Tunisie indépendante et laissées pour compte par les plans successifs de développement (Mazzouna, Rgab, Menzel Bouzayyan, Sidi Ali Ben Oun, etc.), et en dressant leurs tentes aux portes du Premier ministère, ces jeunes d'origine rurale et modeste ont parlé d'une même voix pour revendiquer le droit à une citoyenneté réelle qui implique l'accès à un certains nombre de ressources fondamentales et, avant cela, la capacité de faire entendre leur préoccupations particulières dans la sphère publique. A travers leur geste, c'est la misère on ne peut plus visible de la marge qui est venue investir la superbe du centre.

© IRMC

Cela dit, s'il est tout à fait possible de formuler quelques conjectures concernant le terreau dans lequel a pris naissance le ras de marée populaire qui a emporté le régime de Ben Ali, une énigme persiste : comment les différentes formes de mécontentement et de frustrations générées par vingt ans d'autoritarisme politique et d'injustice sociale ont pu s'exprimer dans un idiome politique audible et mobilisateur dans un pays où la politique n'était plus, et depuis longtemps, que souvenir ?

Imed MELLITI
Sociologue, ISSHT, Tunis

Une onde tsunamique

Nous devons distinguer entre l'acte de Bouazizi et la mobilisation générale qui s'en est suivie. Bouazizi a commis cet acte d'immolation parce qu'il n'a pas été reçu par une autorité locale, après avoir été frappé et insulté par une femme agent de police ou municipal. D'après sa sœur, dans la région, un homme frappé doit porter la robe et c'est là l'extrême limite de l'humiliation. Mais ce n'est pas cela qui a déclenché son acte, c'est lorsqu'on a refusé de le recevoir, le refus de parole. Bouazizi a un niveau bac, il veut laisser sa sœur faire des études, dans sa région il devrait avoir un statut, et contre ce statut il a dû vendre des fruits et légumes. Il pensait pouvoir convertir sa scolarisation, son capital culturel en capital économique, et il n'a pas eu cette possibilité. Car cette conversion exige une capacité psychologique de soumission et des relations sociales. Or Bouazizi n'a pas de relations sociales, dans sa région marginalisée tout est fermé, et il n'accepte pas la soumission clientéliste. Il n'a pas pu gérer la limite de la schizophrénie entre le statut social et les conditions de vie, et il a été conduit au suicide.

Et cela a déclenché un tsunami de mobilisation. Des jeunes qui n'ont pas le même statut que lui se sont identifiés à cet acte. Comme dans un théâtre, ils ont vécu leur expérience personnelle à travers cet acte. Bouazizi n'a pas fait cela pour être imité, mais il a été l'élément déclencheur. Ce n'est pas lui mais c'est le fait qu'il soit perçu « comme ». Son vécu a été lu comme une tragédie grecque. Il s'en est suivi, Face book aidant, une mobilisation cathartique et générale, qui a touché toutes les catégories sociales. La matrice symbolique de ce mouvement est, accompagnée d'une demande économique, une demande de la libération de la parole, de respect de soi et de dignité, de sortie de cette condition schizophrénique et clientéliste. Le cas est arrivé à un moment de sensibilité générale, et les avocats des régions ont été les premiers à s'identifier à Bouazizi.

Un tsunami est un acte qui noie tout. Rien n'a résisté à cette onde tsunamique. Et c'est

un mouvement interne. Il n'y a pas de chef, il n'a pas un guide, il n'y a rien d'extérieur, il n'est pas pensé à partir d'un projet ou d'une stratégie comme d'autres révolutions. Sa seule dynamique est la demande de respect, une matrice souterraine qui fait avancer l'ensemble sans acteur qui dirige et organise. C'est la dynamique elle-même qui marche. Personne ne l'attendait mais rien ne peut résister et plusieurs tendent à croire que rien ne peut l'arrêter. Le pouvoir a cédé devant ce mouvement qui balaie tout. Rien n'a pu résister. C'est une révolution de la parole libérée, et l'extraordinaire est qu'elle est contagieuse. Elle a changé l'ordre politique. Ben Ali n'est pas tombé par la faiblesse des institutions mais par la force du mouvement et sans violence. C'est fini, au moins de manière aussi radicale que la révolution française a balayé l'ancien régime.

Il peut y avoir des retournements, c'est fragile, mais on ne peut plus revenir en arrière. Le seul risque, et qui a été évité, était que la révolte des segments les plus radicaux de la jeunesse et de ceux qui n'ont plus aucune perspective de transformer leur capital culturel, entraîne une répression sanglante mobilisant alors l'armée. Scénario qui aurait entraîné l'alliance entre mouvements néo islamistes et néo marxistes, et la prise momentanée du pouvoir par l'armée. Mais l'armée a laissé la police faire son travail. C'est une option qui ne s'est pas déroulée, mais dont les éléments structuraux existent et étaient présents.

Abdelkader ZGHAL
Sociologue, Tunis
(propos recueillis par PND)